

Unité départementale du Rhône  
5 Place Jules Ferry  
69006 Lyon

Lyon, le 15/05/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/05/2026

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **PYRAGRIC INDUSTRIE**

639 Boulevard de l'Hippodrome  
BP 110  
69140 Rillieux-La-Pape

Références : UD-R-CRT-26-94-MPS  
Code AIOT : 0006104049

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/05/2026 dans l'établissement PYRAGRIC INDUSTRIE implanté 639 avenue de l'Hippodrome 69140 Rillieux-la-Pape. L'inspection a été annoncée le 30/04/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection du site PYRAGRIC INDUSTRIE à Rillieux-la-Pape s'inscrit dans le Plan Pluriannuel de Contrôle (PPC) et a pour objectif d'évaluer la conformité de l'établissement aux prescriptions réglementaires applicables aux installations classées pyrotechniques. Elle porte notamment sur la gestion des stocks pyrotechniques, la sécurité des aires de stationnement des conteneurs, et la maîtrise des risques (MMR/EIPS). Elle évalue le respect de l'arrêté préfectoral du 17/03/2009 modifié et des exigences du Système de Gestion de la Sécurité (SGS). L'accent est porté sur les états des stocks, les justificatifs réglementaires des produits, et la fiabilité des équipements critiques (ligne d'alerte CTA).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PYRAGRIC INDUSTRIE
- 639 avenue de l'Hippodrome 69140 Rillieux-la-Pape
- Code AIOT : 0006104049
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La Société Pyragric Industrie exploite, à l'adresse de son siège social au 639 avenue de l'hippodrome à RILLIEUX-LA-PAPE, des installations de stockage et de reconditionnement d'artifices de divertissement destinées au grand public. Il n'y a pas sur le site d'opération de fabrication d'explosif, ni d'opération de production ou de modification de produits finis.

La majeure partie des produits est importée de Chine et livrée en conteneurs. Seuls des produits pyrotechniques de division de risque (DR) au transport 1.4S et 1.4G sont autorisés sur le site.

L'établissement est autorisé et réglementé par l'arrêté préfectoral du 17 mars 2009 modifié et les dangers spécifiques du site ont justifié un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) approuvé par arrêté préfectoral le 11 septembre 2012.

**Thèmes de l'inspection :**

- Explosifs
- Risque incendie

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etat des Stocks	AP Complémentaire du 13/01/2025, article 1.2.1 et Annexe 2	Sans objet
2	Gestion des entrées/sortie des produits stockés	Arrêté Préfectoral du 27/12/2017, article 7.3.5	Sans objet
3	Aires de stationnement des conteneurs	Arrêté Préfectoral du 27/12/2017, article 7.3.6.1	Sans objet
4	Conteneurs	Arrêté Préfectoral du 27/12/2017, article 7.3.6.2	Sans objet
5	Suivi du stationnement des conteneurs pleins	Arrêté Préfectoral du 27/12/2017, article 7.3.6.4	Sans objet
6	MESURES DE MAITRISE DES RISQUES / ELEMENTS IMPORTANTS POUR LA SECURITE	Arrêté Préfectoral du 17/03/2009, article 7.4.1 et 7.4.2	Sans objet
7	SYSTÈME DE GESTION DE LA SÉCURITÉ	Arrêté Préfectoral du 17/03/2009, article 7.4.3	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate que l'exploitant ne retient pas de Mesures de Maîtrise des Risques (MMR) sur son site, mais identifie des Éléments Importants pour la Sécurité (EIPS), qui sont essentiellement des barrières organisationnelles. Ce point a été examiné dans le cadre du rapport DREAL UDR-CRT-24-2-HD de clôture de l'examen de l'EDD (Etude de dangers). Les stocks, les entrées/sorties de produits, les EIPS et le Système de Gestion de la Sécurité (SGS) sont conformes aux exigences réglementaires. Toutefois le dysfonctionnement sur la ligne directe vers le Centre de Traitement d'Alerte (CTA), panne de plus d'un mois, révèle que l'exploitant doit fiabiliser cette ligne. L'exploitant devra ainsi transmettre un plan d'action sous 1 mois à l'inspection concernant ce sujet.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Etat des Stocks

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 13/01/2025, article 1.2.1 et Annexe 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etats des Stocks
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...]Les quantités de matière combustible stockées dans les locaux 131, 162, 163 et 164 ne peuvent dépasser les volumes impliqués dans les feuilles de calcul FLUMILOG présentées en annexe de l'EDD.[...] [...]L'annexe 2 présente les divisions de risques et les quantités maximales de matière pyrotechnique autorisées dans les locaux de stockage.[...]
<b>Constats :</b>  <u><b>Constats documentés :</b></u> L'inspection constate que dans le document de suivi des stocks « contenu des bâtiments de stockage de Rillieux » les quantités indiquées ne dépassent pas les quantités maximales autorisées par l'annexe 2 de l'APC du 13/01/2025.  <u><b>Constats issus de la visite sur site :</b></u> L'inspection procède par sondage et vérifie les informations pour les bâtiments 120, 137, 154, 156 et 157 et ne constate aucun écart.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Gestion des entrées/sortie des produits stockés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/12/2017, article 7.3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion des entrées/sortie des produits stockés
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...]À l'exclusion des déchets ou rebuts pyrotechniques l'exploitant doit disposer pour chaque produit pyrotechnique entré dans les secteurs de "stockage pyrotechnique" ou de "conditionnement d'artifices":

- de son certificat de classement en division de risque au transport (produit+emballage) délivré par l'INERIS ou par un autre organisme habilité à délivrer un tel certificat ;
- des documents attestant que le produit répond aux dispositions du décret n°2010-455 du 4 mai 2010 relatif à la mise sur le marché et au contrôle des produits explosifs et à ses textes d'application (arrêté du 4 mai 2010 relatif aux modalités d'homologation, de marquage, d'étiquetage, d'utilisation et de manipulation des produits explosifs).[...]

### Constats :

L'inspection procède par sondage en demandant les justificatifs réglementaires pour un produit par bâtiment sondé.

Dans le bâtiment 120 le produit sondé est le P169015 « FUMIGENE A MAIN 45s ORANGE ».

L'exploitant présente un certificat d'un organisme habilité du 09/12/2023 indiquant la division de risque 0337 / 1.4S et la déclaration de conformité à la directive 2013/29/EU « 2463-T1-0091 » du 26/08/2024.

Dans le bâtiment 137 le produit sondé est le P166140 « Cross CB x10 Cierges 18cm » :

L'exploitant présente un certificat INERIS du 29/11/2023 indiquant la division de risque 0337 / 1.4S et la déclaration de conformité à la directive 2013/29/EU « 0080.F1.10.0006 » du 14/02/2024.

Dans le bâtiment 154 le produit sondé est le P151475 « COMPACT BAHAMAS » :

L'exploitant présente un certificat INERIS du 07/06/2019 indiquant la division de risque 0336 / 1.4G et la déclaration de conformité à la directive 2013/29/EU « 1395-F2-0166/2011 » du 29/12/2025.

Dans le bâtiment 156 le produit sondé est le P151779 « CRAZY BEER » :

L'exploitant présente un certificat INERIS du 07/06/2019 indiquant la division de risque 0336 / 1.4G et le certificat de conformité à la directive 2013/29/EU « 0163-F2-3317 » du 14/12/2015.

Dans le bâtiment 157 le produit sondé est le P170941 « KENAVO » :

L'exploitant présente un certificat INERIS du 07/06/2019 indiquant la division de risque 0336 / 1.4G et la déclaration de conformité à la directive 2013/29/EU « 2463-F2-0530 » du 21/08/2025.

L'inspection constate que pour ces produits, les divisions des risques sont correctement indiquées sur la base de données de l'exploitant (ERP) et que les densités des cartons sont respectées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Aires de stationnement des conteneurs

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/12/2017, article 7.3.6.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Stockage en conteneurs

**Prescription contrôlée :**

Le stockage de conteneurs est autorisé sur les aires A1 et A7. Ces aires sont situées et sont matérialisées conformément aux descriptifs et aux plans fournis dans le dossier du 10 juin 2009 et du 1 août 2016.

- Les aires A1 et A2, situées à proximité du quai d'expédition et de réception, sont destinées au stationnement temporaire des conteneurs en vue de leur chargement ou déchargement,
- Les aires A3, A4, A5, A6 et A7 réparties sur le site permettent le stationnement temporaire des conteneurs munis de leur plombage de sécurité dans l'attente de leur transfert vers les aires A1 et A2 pour y être vidés.

Chaque aire est prévue pour l'emplacement d'un seul conteneur (40 ou 20 pieds) à l'exception de l'aire A3 dimensionnée pour le stationnement temporaire de quatre conteneurs (40 ou 20 pieds). Les aires de stationnement de conteneurs sont équipées de dispositifs de mise à la terre (cf. art.7.2.3).

Les aires de stationnement sont disposées de manière à ce que les conteneurs ne soient pas à l'origine d'effets domino sur les installations voisines et ne soient pas soumis à de tels effets. Un plan de circulation et une signalisation adaptée sont mis en place pour réglementer le circuit de déplacement des véhicules de transport des conteneurs. Les aires de stationnement sont situées conformément au plan visé à l'article 1.2.2.

#### **Constats :**

##### **Constats issus de la visite sur site :**

L'inspection a procédé au contrôle des aires par sondage et a visité les aires A1, A3 et A4. Elle constate que les consignes d'exploitation, de stockage ainsi que celles relatives à l'utilisation d'une table élévatrice située sur l'aire A1 sont affichées de manière visible et lisible, conformément aux exigences réglementaires.

Cependant, l'inspection relève des défauts d'oxydation affectant plusieurs éléments : sur l'aire A3, le connecteur de type pince crocodile ainsi que le conducteur cuivre de mise à la terre présentent des traces d'oxydation, puis sur l'aire A4, le conducteur cuivre est oxydé au niveau du coude de cintrage.

Lors des échanges avec l'exploitant, ce dernier a indiqué qu'une vérification périodique des mises à la terre est effectuée et que les rapports correspondants ne font état d'aucun dysfonctionnement.

##### **Compléments faisant suite à l'inspection :**

À la demande de l'inspection, l'exploitant a transmis par mail le dernier rapport de vérification du dispositif de protection contre la foudre, reprenant les mesures de résistance de terre, ainsi que le dernier rapport de vérification concernant la table élévatrice.

L'inspection constate que le dernier rapport, incluant les mesures de résistance de terre, date du 20 novembre 2025 et mentionne : « *L'installation est conforme sur l'ensemble des aires de stationnement.* »

L'inspection relève dans le rapport de vérification des équipements de travail, daté d'août 2025, que les résultats de la vérification de l'équipement n'ont révélé ni anomalie ni défectuosité.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Conteneurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/12/2017, article 7.3.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conteneurs
<b>Prescription contrôlée :</b>  La quantité maximum de matières pyrotechniques par conteneur est de 1200 kg équivalent, soit 6000 kg réel. Les conteneurs soient convenablement ventilés. Les orifices de ventilation sont conçus et disposés de façon à ne pas permettre l'introduction dans les conteneurs de substances susceptibles d'initier une réaction pyrotechnique des produits ainsi que la pénétration d'animaux. Ces dispositifs de ventilation sont régulièrement vérifiés et nettoyés. Les conteneurs sont mis à la terre dès leur stationnement dans le site.
<b>Constats :</b>  L'inspection constate qu'aucun conteneur n'est présent le jour de la visite d'inspection, mais que le suivi des stocks mentionne les quantités maximales admissibles ainsi que le nombre de conteneurs par aire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Suivi du stationnement des conteneurs pleins**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/12/2017, article 7.3.6.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Suivi du stationnement des conteneurs pleins
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient un/des registres (papier ou informatique) qui permet de suivre la durée de stationnement de chaque conteneur de produits pyrotechniques sur le site.  Ce/ces registres mentionnent : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'identification du conteneur,</li><li>• les produits contenus dans le conteneur (type de produits, poids de matière active...)</li><li>• sa date d'entrée sur le site,</li><li>• la date à laquelle il est totalement vidé de produits pyrotechniques.</li></ul> L'exploitant prend toutes dispositions pour limiter la durée de présence de produits pyrotechniques en conteneurs. Le précédent registre permet de déterminer les statistiques annuelles de présence (en jours) des conteneurs pleins et des conteneurs vides sur le site. ».
<b>Constats :</b>  À la demande de l'inspection, l'exploitant a transmis par mail son tableau de suivi des conteneurs. Ce document recense, pour la période du 22/01 au 10/04 2026, les entrées/sorties des conteneurs, leur identification, les produits qu'ils contiennent, ainsi que les dates de à laquelle ils ont été vidé des produits pyrotechniques.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 6 : MESURES DE MAITRISE DES RISQUES / ELEMENTS IMPORTANTS POUR LA SECURITE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/03/2009, article 7.4.1 et 7.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Liste des MMR et EIPS
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b><u>ARTICLE 7.4.1. LISTE DE MESURES DE MAÎTRISE DES RISQUES</u></b> L'exploitant rédige une liste des mesures de maîtrise des risques identifiées dans l'étude de dangers et des opérations de maintenance qu'il y apporte. Cette liste est intégrée dans le Système de Gestion de la Sécurité. Elle est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et fait l'objet d'un suivi rigoureux. Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, en état de fonctionnement selon des procédures écrites. Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées. En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou élément d'une mesure de maîtrise des risques, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité.  <b><u>ARTICLE 7.4.2. ÉLÉMENTS IMPORTANTS POUR LA SÉCURITÉ</u></b> Les paramètres matériels et procédures importantes pour la sécurité sont définis par l'exploitant dans l'étude de dangers sous sa responsabilité. Ils sont listés ci-dessous : <ul style="list-style-type: none"><li>- quantité de matière active dans l'installation (voir article 7.3.1.2) ;</li><li>- division de risque dans l'installation (voir article 7.3.1.2) ;</li><li>- formation des personnels, notamment à la maîtrise des risques ;</li><li>- efficacité de la protection paratonnerre ;</li><li>- maîtrise des risques liée aux opérations de maintenance ;</li><li>- consignes de poste.</li></ul> La liste mise à jour est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées. Les procédures importantes pour la sécurité doivent être efficaces, testées et réexaminées périodiquement pour garantir la sécurité.
<b>Constats :</b>  <b><u>Constats documentés :</u></b> L'inspection constate dans l'étude de dangers (EDD) de 2024, que l'exploitant ne retient pas de Mesures de Maîtrise des Risques (MMR) sur son site, mais identifie des Éléments Importants pour la Sécurité (EIPS), vérifiés régulièrement via un tableau de suivi. L'analyse de l'EDD par la DREAL (rapport UDR-CRT-24-2-HD du 21/06/2024) souligne que l'exploitant se repose sur des barrières organisationnelles (intégrées à son SGS) pour couvrir les risques, sans que celles-ci ne modifient l'évaluation forfaitaire des phénomènes dangereux (PhD), tout en rappelant leur obligation réglementaire de fiabilité opérationnelle. L'inspection relève, dans le tableau de suivi, en date du 04/02/2026, un dysfonctionnement (réf. 2026-017) sur la ligne directe avec le CTA (centre de traitement de l'alerte) qui permet d'alerter les secours, désormais résolu. Cependant, aucune information n'est fournie sur la durée du dysfonctionnement, sa cause et les actions correctives mises en œuvre.



**Constats issus de la visite sur site :**

L'inspection demande à l'exploitant de fournir et de justifier la durée, la cause et les actions correctives mises en œuvre du dysfonctionnement de la ligne directe avec le CTA.

L'exploitant indique que la réparation avait été effectuée par son fournisseur d'accès télécoms, la panne étant localisée hors de l'emprise du site, au niveau d'un répartiteur ou d'un boîtier de télécommunication commun. L'exploitant précise qu'en attendant la résolution du problème, une procédure compensatoire avait été mise en place, consistant à utiliser soit un poste téléphonique fixe de secours, soit un téléphone mobile du personnel pour assurer le déclenchement des alertes. Cette ligne, de type cuivre, est désormais obsolète, les opérateurs ayant cessé d'assurer sa maintenance au profit du déploiement des réseaux en fibre optique.

À la demande de l'inspection, un test de fonctionnement de cette ligne a été réalisé sur place, confirmant son rétablissement effectif au moment de la visite d'inspection.

**Compléments faisant suite à l'inspection :**

A la demande de l'inspection l'exploitant a transmis un rapport d'audit sur ce dysfonctionnement, l'inspection relève qu'un délai de plus d'un mois s'est écoulé entre le constat (04/02/2026) du dysfonctionnement et sa résolution (11/03/2026).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit fiabiliser sa ligne directe avec le CTA et réviser cet EIPS. Il devra transmettre à l'inspection, dans un délai de 1 mois, une justification détaillée de son plan d'action.

L'obsolescence de ce type de liaison peut être compensée, dans un premier temps, par une augmentation de la fréquence des vérifications périodiques (par exemple, passer d'une vérification mensuelle à une vérification bimensuelle). Dans un second temps, un changement de technologie peut être mis en œuvre.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : SYSTÈME DE GESTION DE LA SÉCURITÉ**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/03/2009, article 7.4.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Note de synthèse annuelle

**Prescription contrôlée :**

[...]Une note synthétique annuelle sera transmise au préfet du Rhône présentant les résultats des revues de direction définies sans l'annexe III de l'arrêté du 10 mai 2000 modifié.[...]

**Constats :****Constats documentés :**

L'exploitant a transmis à l'inspection la note synthétique annuelle pour l'exercice 2025.

**Constats issus de la visite sur site :**

L'exploitant a présenté à l'inspection sa note synthétique établissant le bilan d'accidentologie pour les années 2024 et 2025, couvrant tant les activités nationales qu'internationales, donnant suite aux lettres de l'Inspecteur des Poudres et des Explosifs (IPE) n°55 (2024) et n°56 (2025).

Dans cette note, l'exploitant propose une analyse exhaustive des événements pyrotechniques

survenus durant la période considérée. Cette analyse distingue méthodiquement les accidents des incidents, ces derniers étant classés en deux catégories selon leur nature : les incidents de type 1, caractérisés par la présence d'effets pyrotechniques, et les incidents de type 2, qui s'en distinguent par l'absence de tels effets.

Le document atteste que l'intégralité du planning des audits internes prévus sur les deux sites de l'exploitant a été respectée. Ces audits ont permis d'identifier des axes d'amélioration ayant conduit à la mise en place de 43 actions correctives.

La note comprend également une synthèse des indicateurs relatifs à la performance du Système de Gestion de la Sécurité (SGS), ainsi qu'une évaluation de l'application de la procédure de gestion des modifications. Elle dresse aussi un bilan des opérations ayant fait l'objet d'un contrôle par la Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités (DDETS). Enfin, le document présente les objectifs que l'exploitant s'est fixé pour l'exercice 2026.

**Type de suites proposées :** Sans suite